



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 497

Texte de la question

MORAL DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

M. le président. La parole est à M. Alain Suguenot, pour le groupe UMP.

M. Alain Suguenot. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Avec la crise irakienne, qui vient s'ajouter à la crise économique que nous vivons, hélas ! depuis que, au printemps dernier le Gouvernement a repris les rênes, et suite aux mesures prises par nos prédécesseurs (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*),...

M. Maxime Gremetz. On verra l'année prochaine !

M. Alain Suguenot. ... lesquelles n'ont fait que rendre moins attractives nos entreprises, force est de constater que celles-ci s'interrogent et sont inquiètes. Or, un chef d'entreprise qui s'interroge et qui s'inquiète, ce sont des emplois qui ne sont pas créés, des entreprises qui ferment - lourd héritage ! - et, bien évidemment, des drames familiaux et le désarroi face au chômage.

Monsieur le ministre, face à cette situation, au-delà des mesures complémentaires, courageuses, qui ont été annoncées le 18 mars en faveur de l'emploi et au-delà de la loi Dutreil, le Gouvernement a-t-il un message fort de sortie de crise à délivrer aux entreprises, en espérant que, dans les semaines ou les mois à venir, nous pourrions définir des priorités leur permettant...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et les salariés ?

M. Alain Suguenot. ... d'apercevoir la sortie du tunnel ?

Vous savez que les entreprises attendent beaucoup de nous et que c'est probablement par l'investissement que nous sortirons de cette crise par le haut. Si nous avons des priorités, il faut délivrer par conséquent ce message dès aujourd'hui. Les entreprises vous font confiance et font confiance au Gouvernement, pour donner un nouvel essor au tissu économique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, la confiance du Gouvernement, les entreprises l'ont ; la confiance des entreprises, le Gouvernement l'a aussi. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. François Brottes. Alors tout va bien ! (*Sourires.*)

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Notre politique, c'est de dire à nos entreprises : c'est vous qui faites la croissance, c'est donc vous qui faites l'emploi.

M. Gérard Charasse. On voit le résultat !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Le rôle du Gouvernement, c'est de vous faciliter

la vie et l'initiative, de créer les conditions pour que vous soyez encore plus dynamiques que vous ne l'avez été. Les mesures que nous avons prises dans le passé récent, l'année dernière et au début de cette année - et que vous avez rappelées, monsieur le député -, ont toutes, notamment celles qui sont en cours de discussion législative, le même objectif : créer les conditions pour que l'initiative économique soit plus facile, plus profitable et qu'elle permette d'accélérer le développement de nos entreprises et d'en multiplier le nombre, le tout dans des métiers qui sont faits pour nous et qui ne sont pas faits pour les autres,...

M. Patrick Lemasle. Ça ne veut rien dire !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... je veux parler des pays à bas salaires. Ces mesures, qui sont en cours de développement, seront progressivement complétées par de nouvelles dispositions, notamment en matière d'innovation, car l'une des faiblesses de notre pays, c'est de ne pas investir suffisamment dans le renouvellement de l'offre. Elles seront aussi confortées, je n'en doute pas, par le résultat positif des discussions entre les partenaires sociaux sur la formation. Il s'agit d'un sujet majeur. Les partenaires sociaux, et donc les entreprises, s'en sont saisies. Je ne doute pas qu'ils créeront très prochainement les conditions qui permettront, dans ce domaine aussi, de retrouver confiance. La confiance, c'est de savoir que le Gouvernement a une politique, qu'il a fixé un cap et qu'il n'en changera pas. Les entreprises ayant confiance dans cette politique en tireront les conséquences positives dès que le ciel se sera éclairci. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Suguenot](#)

Circonscription : Côte-d'Or (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 497

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 mars 2003